



Publié le 26/07/2022

**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE DE POLICE N° 2022-558 PORTANT
REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION RUE DU 11 NOVEMBRE, RUE
JULES GUESDE ET RUE DES PYRENEES**

Le Maire d'Aureilhan,

- **Vu** la loi 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 ;
- **Vu** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L 2213-6 ;
- **Vu** le Code de la Route et notamment les articles R 110-1, R 110-2, R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-28;
- **Vu** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;
- **Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre I, huitième partie, signalisation temporaire, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 Novembre 1992 ;
- **Vu** l'avis favorable en date du 11 juillet 2022 du Conseil Départemental des Hautes-Pyrénées ;
- **Vu** la demande de l'entreprise Routière des Pyrénées en date du 4 juillet 2022 pour effectuer l'entretien des routes départementales,
- **Considérant** que pour assurer la sécurité des personnes chargées de l'organisation, il y a lieu de réglementer le stationnement et la circulation selon les dispositions suivantes sur la rue du 11 Novembre, sur la rue des Pyrénées et la rue Jules Guesde.

ARRÊTE

Article 1 :

La circulation sera temporairement réglementée sur la rue du 11 Novembre, sur la rue Jules Guesde et sur la rue des Pyrénées, du lundi 18 juillet 2022 au mercredi 20 juillet 2022 inclus, dans les conditions définies ci-après.

Article 2 :

Le chantier sera mobile et la circulation s'effectuera par alternat régulé manuellement par piquet K10 sur la Rue du 11 Novembre, la rue Jules Guesde et la rue des Pyrénées.

Le stationnement sera interdit.

Article 3 :

Les droits d'accès des riverains seront sauvegardés autant que possible, sous réserve des contraintes techniques ou de sécurité.

Article 4 :

La signalisation réglementaire sera conforme aux prescriptions contenues au livre I - 8^{ème} partie sur la signalisation temporaire approuvée par arrêté interministériel du 6 Novembre 1992.

La signalisation de restriction et de protection du chantier est à la charge (mise en place, entretien, dépose) et sous la responsabilité de l'entreprise Routière des Pyrénées.

Article 5 :

Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché selon la réglementation en vigueur. Il sera également affiché aux extrémités du chantier.

Article 7 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet soit d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire, soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Pau, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, de son affichage ou de sa notification, ou dans un délai de 2 mois à compter de la réception de la décision explicite ou implicite de rejet opposé au recours gracieux effectué.

Article 6 :

Madame la Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise à :

- M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- M. le Directeur Départemental du service d'Incendie et de Secours,
- M. le Directeur de l'entreprise Routière des Pyrénées.

Fait à AUREILHAN, le 12 juillet 2022.

**La Maire-Adjointe,
Déléguée à la sécurité,**



Frédérique BELLARDI

